Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 2

Artikel: L'accord de Washington du 8 décembre 1987 : appréciations et supputations

Autor: Meuron, Luc de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344825

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'accord de Washington du 8 décembre 1987

Appréciations et supputations

par Luc de Meuron

Brusquement, la signature par MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev de l'Accord de Washington sur les missiles de portée intermédiaire a remis le problème de la «défense de l'Europe», plus exactement de l'Europe occidentale et centrale, au premier rang des préoccupations majeures des dirigeants politiques et militaires de l'Europe libre. Et il y a tout lieu de penser qu'il y restera pendant longtemps, car cet Accord aura, a déjà, des implications militaires d'une importance considérable qu'il appartient aux chefs des armées de l'ensemble des pays de l'Ouest européen d'analyser d'un œil neuf avant de tirer des conclusions à inscrire dans les mesures de nature stratégique et tactique qui devront être prises dans un proche avenir.

Mais surtout, cet Accord aura, a déjà, des répercussions d'ordre politique dont il importe d'apprécier la nature dès maintenant. C'est en tout cas un fait que les Etats-Unis dans leur ensemble ont accueilli cet Accord avec une satisfaction non dissimulée et que M. Gorbatchev, hier encore considéré comme le maître de «l'empire du mal», est devenu la coqueluche de la plupart des actuels dirigeants américains. S'agit-il là d'un élan sentimental passager que les événements de demain se chargeront de couper, ou bien d'un réel et prolongé revirement des esprits de l'autre côté de l'Atlantique? L'avenir le dira. Mais une chose est sûre, cet Accord met fin à une longue période d'une quarantaine d'années qui avait été caractérisée grosso modo par un réel équilibre global des forces militaires entre l'Ouest et l'Est. Certes, il serait exagéré de parler d'une complète rupture de cet équilibre, mais, qu'on le veuille ou non, l'année 1988 sera marquée par l'amorce d'un désengagement partiel des forces militaires américaines en Europe, avec toutes les conséquences que cela peut comporter.

Dans un excellent petit ouvrage consacré à *L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, une spécialiste des problèmes allemands, Renata Fritsch Bournazel, était sûre de ne pas se tromper en écrivant ceci quelques mois avant la mise sur pied définitive de l'Accord du 8 décembre (p. 92): «Un accord soviéto-américain sur le démantèlement des missiles de portée intermédiaire et la liquidation des missiles à courte portée en Europe [...] équivaudrait en dernière analyse à un bouleversement profond du système de sécurité d'après guerre. La perspective d'une dénucléarisation de l'Europe qui se profile à l'horizon

embarrasse les Européens, inquiets de l'important déséquilibre, à l'avantage des forces du Pacte de Varsovie, au niveau des armes conventionnelles.»

Bien sûr, il n'est jusqu'ici question que du démantèlement des missiles de portée intermédiaire, qui n'est d'ailleurs pas encore un fait acquis, puisque, avant d'entrer en vigueur, cet Accord devra être soumis à la procédure légale de la ratification. Toutefois, étant donné le climat politique qui existe aujourd'hui outre-Atlantique, il y a peu de chances, semble-t-il, que le Sénat américain rejette cet Accord, bien qu'une majorité des deux tiers soit exigée pour qu'un tel traité soit ratifié. Car, dans la situation actuelle, une décision négative irait à l'encontre d'un désir ressenti dans ses profondeurs par le peuple américain gagné en grande partie à l'idée que la Maison-Blanche doit réaliser rapidement un désarmement partiel que la situation des finances fédérales rendrait nécessaire. En agissant comme il l'a fait, le président Reagan se serait ainsi bon gré mal gré adapté à une évolution des esprits qu'il n'aurait plus été en mesure de maîtriser.

Tout s'est en effet précipité au cours de 1987, depuis le mois de février où fut annoncé le départ du général Rogers, commandant en chef des forces américaines en Europe et commandant en chef des forces de l'OTAN. Jusqu'alors, il avait au contraire été plutôt question de prolonger de deux ans son temps de commandement, ce qui ipso facto aurait signifié le maintien du statu quo. Car le général s'était attaché pendant huit ans, et sans faiblesse, à poursuivre une politique de défense militaire de l'Europe qui excluait toute possibilité d'un découplage quelconque avec les Etats-Unis. En effet, pour lui, il n'y avait aucun doute, le retrait des missiles américains et des SS20 soviétiques était de nature à modifier complètement les données stratégiques d'une Europe condamnée désormais à se trouver sous une double menace, celle des missiles soviétiques à longue portée et celle des puissantes forces conventionnelles du Pacte de Varsovie. De plus, le général Rogers, avant tout soucieux de la défense de l'Europe qui, à ses yeux, conditionne celle même des Etats-Unis, s'était également opposé au concept de l'initiative de défense stratégique (IDS), sachant très bien que la réalisation un jour d'un bouclier appelé à protéger uniquement les Etats-Unis risquait elle aussi de conduire à un découplage dont l'Europe ferait les frais.

C'est pourquoi la décision prise au début de 1987 par Ronald Reagan de se priver des services du général Rogers apparut très vite grosse de significations diverses. Elle ouvrait ainsi la porte à la mise en train d'une procédure de négociations qui, dans un laps de temps au fond très court, conduisit à l'Accord du 8 décembre. A l'encontre de certains dirigeants occidentaux, Mikhaïl Gorbatchev, grand maître de l'Empire soviétique, sut très

vite jauger la décision Reagan à sa juste valeur, puisque celle-ci lui permettait, au prix d'alléchantes propositions pour l'Ouest, d'engager l'Administration américaine sur la voie d'un net rapprochement entre les positions de Washington et de Moscou. Et cela – on s'en est vite aperçu – permettait même à Gorbatchev de mettre la sourdine à ses protestations indignées contre le projet IDS, ce qui ne l'empêchera nullement de revenir plus tard à la charge lorsque le besoin s'en fera sentir. De toute façon, l'année 1987 peut être marquée d'une pierre blanche pour la politique étrangère soviétique, puisqu'un coup très rude venait d'être porté par les Américains eux-mêmes à la stratégie politico-militaire de l'OTAN tout entière fondée sur une étroite et permanente solidarité entre les Etats-Unis et leurs alliés européens.

Tout laisse ainsi entendre que l'Accord de Washington du 8 décembre 1987 est destiné à devenir un de ces traités d'importance historique dont la teneur donnera lieu aux interprétations les plus contradictoires et dont les implications tant militaires que politiques seront d'un multiple effet. Ainsi, dès le surlendemain de la signature de l'Accord, des voix diverses, en général très sévères, se sont fait entendre à Paris; car il est évident que le processus de dénucléarisation en Europe engagé à Washington contraindra un jour ou l'autre la France à modifier en profondeur la conception de défense nucléaire mise au point par le général de Gaulle. Il n'est donc pas besoin d'être un grand devin pour affirmer que les Etats-Unis et l'URSS, paradoxalement du même avis sur ce point, s'entendront implicitement pour inciter la France à effectuer une révision déchirante de sa politique nucléaire d'indépendance. Sinon, cette politique serait, en effet, accusée urbi et orbi d'être le dernier obstacle à la dénucléarisation générale en Europe, dénucléarisation à l'exécution de laquelle s'attelleront tous ceux qui font depuis longtemps profession d'antinucléarisme, de pacifisme et de progressisme toutes catégories.

En revanche, si, en France, le monde politique étale déjà ses divergences d'appréciation sur l'Accord du 8 décembre et se montre des plus réticent en ce qui concerne la possible élimination future des missiles de courte portée, les Allemands seraient d'ores et déjà d'accord d'accueillir favorablement la proposition d'Erich Honecker d'intégrer les missiles à courte portée dans des pourparlers de désarmement (le *Figaro*, 7 janvier). Ce dont les Français ne veulent actuellement pas entendre parler. Ainsi, à l'heure où Paris et Bonn ont démontré leur volonté d'établir une collaboration toujours plus étroite sur le terrain entre leurs forces armées, l'Accord du 8 décembre fait surgir entre eux un différend, de principe en tout cas, sur l'opportunité de passer à une nouvelle étape sur la voie de la dénucléarisation en Europe. Divergences de vues entre Français, divergences de vues entre les

gouvernements français et allemand, il n'y a rien là qui puisse renforcer la position de la Communauté européenne en devenir.

*
* *

Le 23 septembre déjà, alors que rien n'était encore signé, le président Mitterrand fit officiellement connaître sa propre position: «Le président de la République a marqué sa satisfaction devant l'annonce du prochain accord entre les Etats-Unis et l'URSS sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires, qu'il approuve entièrement.» Déclaration que F. Mitterrand confirmera ensuite à plusieurs reprises, en particulier dans une interview au *Nouvel Observateur* où il commentera l'Accord signé en déclarant en particulier: «Je ne crois pas du tout aux intentions belliqueuses de l'Union soviétique»! (le *Figaro*, 18 décembre). Cette opinion a été entièrement partagée par l'ancien président Giscard qui s'est lui aussi félicité de cet Accord. «Quand on réussit à atteindre un objectif, il faut appeler un succès un succès. [...] C'est même une chance pour l'Europe»! Ces deux présidents si enthousiastes n'en ont pas moins tenu à relever l'un comme l'autre la nécessité de s'attaquer dans une nouvelle étape à la correction du déséquilibre existant dans le domaine des forces conventionnelles.

De son côté, le Premier ministre Chirac, facilement exubérant, lancera le 18 septembre un «bravo» à l'Accord entre les deux Grands, tout en observant qu'il ne faut pas se «laisser aller à l'illusion qu'un pas important a été fait en matière de sécurité», en ajoutant même que «les négociations entre les Etats-Unis et l'URSS ne doivent en rien détourner la France du renforcement de ses propres moyens nucléaires». Et, pour être sûr d'être bien compris, le Premier ministre s'écriera le 5 octobre: **«Nous ne répéterons jamais assez que c'est la dissuasion nucléaire qui garantit la paix en Europe depuis quarante ans.»** Quant à Raymond Barre, il fera alors plutôt grise mine à la prochaine signature de l'Accord en déclarant le 7 novembre: «Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. C'est ce que l'on fait lorsqu'on commence par dénucléariser l'Europe, c'est-à-dire la partie la plus sensible, la plus vulnérable, avant de réduire les arsenaux centraux.»

Mais c'est surtout le ministre de la Défense André Giraud qui multipliera les mises en garde. Le 16 octobre, il dira au Sénat: «Bien des gouvernements européens sont en train de s'apercevoir que les ‹options zéro› en chaîne proposées par les Soviétiques recèlent des dangers pour la paix, à savoir la dénucléarisation de l'Europe occidentale, le découplage euro-américain et le face-à-face gravement déséquilibré entre les forces conventionnelles du Pacte de Varsovie et celles de l'Alliance.» Le 29 octobre, André Giraud récidivera: «Je ne suis pas de ceux qui se félicitent de la signature de cet Accord. Il va falloir

juger aux actes. La sécurité de l'Ouest ne sort pas renforcée de cette affaire.» Plus encore, dans une interview au *Figaro* (16 octobre), le ministre responsable de la Défense de la France assènera cette vérité, qui devrait être d'évidence pour chacun, que **«le nucléaire est essentiel pour la défense de l'Europe, car aucune défense conventionnelle ne pourrait équilibrer le Pacte de Varsovie**. Ni l'économie, ni la démographie, ni le système politique de nos démocraties ne le permettent. Celles-ci ne peuvent, sans disparaître en tant que telles, consacrer comme l'Union soviétique 15% à 17% de leur produit national brut à la défense.»

Ces prises de position catégoriques se trouveront appuyées et renforcées par les jugements portés par certaines personnalités militaires, à commencer par le général Pierre M. Gallois. Le surlendemain de la signature de l'Accord, ce spécialiste français des affaires militaires publiera dans le *Figaro* un article dont le titre dit déjà tout: «Un marché de dupes!» Plusieurs passages de ce texte méritent d'être cités. En voici quelques-uns:

1. «Les hommes politiques occidentaux ont habitué l'opinion à penser que le désarmement est une promesse de paix. En fonction de ce cliché, l'Accord russo-américain paraît une bonne chose. Je crois que cette marche vers la paix est dangereuse. L'Accord sur les euromissiles exprime la connivence des deux Supergrands pour débarrasser une partie du monde des armes nucléaires. Pourquoi? Parce que Russes et Américains ont conscience que le nucléaire fige les frontières, constitue un obstacle à toute politique d'expansion, à la stratégie de l'URSS surtout.»

2. «La Russie communiste est le type même de l'autocratie politique qui poursuit un grand dessein politique sans craindre les réactions d'opinion. Sur ce point, les dirigeants de l'URSS ont un gros avantage sur les hommes d'Etat américains. Par conséquent, si le nucléaire n'existait pas, les Russes disposeraient, selon les critères de la puissance classique, d'une supériorité écrasante. D'où leur plan de combat psychologique contre l'arme nucléaire occidentale.»

3. «Les dirigeants du Kremlin ont [donc] une obsession: obtenir le retrait des fusées Pershing. C'est que les missiles américains installés en Europe sont des armes quasiment imparables pouvant atteindre le territoire soviétique en six minutes à peine.» De plus, «la précision du tir des Pershing est dix fois supérieure à celle des batteries SS20 [...] qui représentent un type d'armement finissant, conçu dans les années soixante, renouvelées au milieu des années soixante-dix, destinées à être supprimées avant 1990».

4. «Le processus de dénucléarisation est un premier pas vers le retrait militaire des Américains.»

Et la conclusion de tout cela, le général Gallois la tirera lui-même au terme d'une étude solidement documentée sur l'état des armements nucléaires parue dans *Géopolitique*

(N° 19, p. 80): «M. Reagan songe à laisser de lui l'image d'un grand ‹désarmeur›, M. Gorbatchev tient à donner à son pays la maîtrise militaire du monde. L'affrontement millénaire entre les puissances de la terre et celles de la mer tourne à l'avantage de la plus grande puissance de la Terre. Sortant du statu quo qui, à l'Ouest, bloquait l'avance soviétique, M. Reagan semble accepter le risque d'un déséquilibre et d'un affaiblissement des Alliés européens.»

C'est ce qu'a souligné également avec force Alain Peyrefitte, ancien ministre, président du comité éditorial du *Figaro* (9 décembre). «Là où le président Reagan dénonçait il y a quelques mois l'‹empire du mal›, il voit l'incarnation du bien. Et l'Accord qu'il a signé avant-hier ne lui suffit pas. Il vient de déclarer au *Washington Times* qu'il faut aller vers [...] la dénucléarisation complète de l'Europe et du monde.» Et A. Peyrefitte de terminer son article en ces termes qui font froid dans le dos: «Déjà, en 1945, un président des Etats-Unis, vieilli et affaibli, avait abandonné une moitié de l'Europe. Il confiait à William Bullitt (premier ambassadeur des Etats-Unis en URSS, 1933-1936) sa conviction que Staline ‹ne tenterait pas d'annexer quoi que ce soit et travaillerait à fonder un monde de démocratie et de paix›! A nouveau, un président américain vieilli et affaibli se persuade de la bonne volonté de l'Empire soviétique. S'apprête-t-il à lui abandonner l'autre moitié de l'Europe?» Quant au maître du Kremlin, A. Peyrefitte écrira le 15 décembre: «Gorbatchev peut tout réformer, sauf l'essentiel: le parti et... les petits frères, c'est-à-dire l'Empire soviétique. Ne doutons pas du pacifisme de l'URSS. Elle ne veut pas la guerre! Elle veut la domination du monde **sans** la guerre.»

Ces déclarations diverses contradictoirement motivées conduisent à cette constatation inquiétante que les dirigeants français actuels sont loin de porter sur la signification de l'Accord du 8 décembre un jugement semblable. Mais qu'en est-il des dirigeants allemands, car il n'est pas erroné d'assurer que l'avenir de l'Europe occidentale et centrale sera en définitive essentiellement commandé par les décisions politico-militaires auxquelles s'arrêteront les gouvernements de Paris et de Bonn. Or, un point est sûr: en aucun cas on ne verra le chancelier Kohl exprimer officiellement des réticences à l'égard d'un Accord dont les stipulations essentielles ne peuvent que tranquilliser dans le présent les Allemands que la présence des missiles à moyenne portée n'avait cessé d'inquiéter. On peut du reste estimer d'ores et déjà que, si le retrait des missiles à moyenne portée était suivi de celui des missiles à courte portée, la majorité des Allemands n'en seraient que plus heureux.

Et ce ne sera pas l'ancien chancelier socialiste Helmut Schmidt qui les fera changer d'avis. Lors d'un colloque international qui s'est tenu à Paris le 15 octobre, M. Schmidt a déclaré tout

de go: «Ce n'est pas l'arme nucléaire qui dissuade. Ogarkov [ex-principal stratège de l'armée soviétique] était bien plus dissuadé par l'armée allemande que par un de vos missiles Pluton [l'ancien chancelier s'adressait au général français Méry]. Si vous viviez comme moi à l'ombre des fusées tactiques, vous penseriez comme moi que la dissuasion ne vient pas du nucléaire. Je veux être défendu par des forces conventionnelles et 95% des Allemands le veulent aussi. Le nucléaire n'est nécessaire que pour dissuader l'autre côté d'utiliser son atome. Il signifie: si vous êtes assez fous pour tirer, nous serons assez fous pour riposter de la même manière.» En revanche, l'ancien chancelier, qui est loin d'être un «désarmeur», prône une complète intégration des forces conventionnelles franco-allemandes sous commandement français! (Le *Figaro*, 7 novembre.) Cette prise de position a comblé d'aise l'ancien président Giscard qui travaille inlassablement à la fondation d'une Europe intégrée dont les principaux piliers sont appelés à être la réforme institutionnelle, l'union monétaire et la défense commune!

Toutefois, si les dirigeants français se distinguent par des opinions parfois diamétralement opposées, ce serait une erreur de croire que les principaux porte-parole de l'opinion allemande sont unanimes dans leur appréciation de la situation. Ainsi, au sein même de la majorité gouvernementale et au nom de la CSU de Franz Josef Strauss, un cri d'alarme a été lancé par l'ancien député Hans Graf von Huyn. «L'option zéro, a-t-il écrit, donne le coup d'envoi à un découplage stratégique et psychologique de l'Europe et des Etats-Unis, qui est le but principal de la politique étrangère des Soviétiques. Ce que les Soviétiques n'ont pas été capables de réussir en plus de quarante ans, c'est nous qui l'accomplissons de notre plein gré.» (Le *Figaro*, 9 décembre.)

«Un parfum de Yalta», a écrit Alain Peyrefitte. Avec Hans Graf von Huyn, on pourrait tout aussi bien dire «Un parfum de Munich»! Sans céder à un pessimisme de mauvais aloi, il serait en tout cas prématuré et risqué pour les dirigeants de l'Occident de se figurer que l'Accord du 8 décembre ne comporte pas des implications d'ordre politico-militaire qui pourraient devenir vite néfastes au maintien de **cette paix réelle** que l'Europe occidentale et centrale connaît depuis 1945.

*

* *

Ainsi, «les obstacles ne manquent pas sur le chemin d'un renforcement de la défense de chacun des pays de l'Europe», a écrit Jean d'Ormesson dans le *Figaro-Magazine* du 12 décembre dernier. Autant dire que chaque Etat de cette partie du monde, quel que soit son statut politique, ne doit pas relâcher de sa vigilance, à commencer par le nôtre. Il faut donc espérer que le Conseil fédéral d'abord, la grande majorité de notre peuple

ensuite, considéreront l'«Etape de réalisation 1988-1991», publiée en août dernier par le DMF, comme **notre indispensable contribution européenne** à la recherche efficace d'un nouvel équilibre militaire dans le domaine des armes conventionnelles.

L. de M.

Communiqué

Activité 1988 de la Société pour les voyages d'étude historico-militaires (GMS)

Excursions d'un jour:

9.4 et 15.10	La place forte de Belfort, un chef-d'œuvre de Vauban.
11.6 et 22.10	Batailles - frontières dans la Basse Alsace, 1870.
18.6 et 27.8	Orage sur l'Alsace - secteur sud.
15.10	Secteur N.-E. de la ligne Maginot.

Excursions de deux à plusieurs jours:

13-15.5	La bataille de Verdun.
14-15.5	Tricolore contre Aigle à deux têtes – Stockach 1799.
4-16.5	Champs de bataille de la guerre civile américaine 1861-65.
22-25.6	La défensive aujourd'hui et il y a 50 ans, école d'artillerie de Idar-Oberstein.
26-29.8	Sur les traces du duc de Rohan (Engadine, Livigno - Valteline).
4-8.9	Secteur de combat Oder - arc de la Warthe, batailles de Frédéric le Grand, front fortifié allemand 1934-39, franchissement de l'Oder par l'Armée Rouge en 1945.
9-11.9	La guerre en montagne dans les Alpes occidentales en 1940 et en 1944-45.
23-25.9	La Somme, champ de bataille de la Grande Guerre.
9-21.10	Grandes batailles en URSS, 1941-45.
20-30.10	Batailles d'Egypte.

Détails et inscriptions: GMS, case postale 205, 8037 Zurich